

# Présidentielle 2027 : les 6 dossiers clefs de politique étrangère

Monde / International et défense

Par Guillaume Duval

Publié le 17 août 2026

*ancien speechwriter de Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne*

La politique étrangère devrait jouer un rôle nettement plus important que d'habitude dans l'élection présidentielle de 2027. Autour de la guerre d'agression contre l'Ukraine et du Moyen Orient bien sûr, ainsi que des rapports avec les États-Unis et la Chine. Le dossier, crucial pour l'avenir, des relations avec le Sud de la Méditerranée et l'Afrique, reste cependant trop peu présent dans le débat public.

## Sommaire

**1. L'agression de Vladimir Poutine contre l'Ukraine**

**2. Le conflit israélo-palestinien et les tensions au Moyen Orient**

### 3. La relation transatlantique avec les États-Unis de Donald Trump

---

### 4. La Chine de Xi Jinping

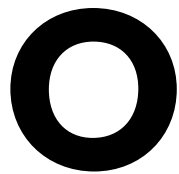
---

### 5. L'Europe et le Sud

---

### 6. L'Union Européenne et son avenir

---



n a l'habitude de considérer que l'élection présidentielle se joue avant tout sur les questions de politique intérieure. Ce ne sera cependant sans doute pas le cas cette fois-ci, tant l'actualité internationale est lourde de menaces et les tensions géopolitiques déterminantes pour l'avenir du pays et de l'Europe. L'attitude des différent.e.s candidat.e.s vis-à-vis de l'agression russe contre l'Ukraine d'une part et de la situation au Moyen-Orient d'autre part sera déterminante à cet égard. Ce sera le cas également bien entendu de la question des relations avec la Chine et les États-Unis. Mais le sujet de nos rapports avec les pays du Sud, peu présent malheureusement dans le débat public, sera, elle aussi, cruciale pour l'avenir de la France et de l'Europe. Tour d'horizon.

## **1. L'agression de Vladimir Poutine contre l'Ukraine**

La menace la plus immédiate qui pèse sur l'Europe et donc sur la France résulte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette agression avait été initiée en 2014 avec l'occupation du Donetsk et l'annexion de la Crimée après que Vladimir Poutine eut déjà écrasé dans le sang les velléités d'indépendance de la Tchétchénie et envahi une partie de la Géorgie. Elle s'est accélérée depuis février 2022 et la tentative d'invasion complète du pays.

# La Russie, dernier empire colonial

Vladimir Poutine entend manifestement prendre une revanche sur la chute du mur et la perte de l'empire européen qu'elle avait occasionnée. Mais la Russie elle-même est en réalité un vaste empire colonial. Un des derniers à ne pas avoir été démantelé comme l'ont été les empires coloniaux français, anglais, néerlandais, portugais, espagnol... Par-delà les formes politiques, ses dirigeants, qu'il s'agisse des tsars, de Staline et de ses successeurs ou aujourd'hui de Poutine, s'inscrivent toujours dans une vision impérialiste très XIXe siècle d'expansion continue du pays par la force militaire à laquelle les élites russes n'ont jamais renoncé jusqu'ici.

Vladimir Poutine associe de plus cet habitus impérialiste à une croisade idéologique réactionnaire. Il considère en effet que la Russie a comme mission de combattre l'esprit des Lumières et de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en Europe pour les remplacer par l'autoritarisme, le masculinisme et le suprémacisme blanc avec la bénédiction de l'église orthodoxe. C'est d'abord parce que l'Ukraine avait choisi, en même temps que l'indépendance, l'adhésion aux valeurs démocratiques de l'Europe occidentale qu'il lui a déclaré la guerre.

Cette guerre n'est pas seulement la plus meurtrière et la plus destructrice menée sur le continent européen depuis la seconde guerre mondiale. Au-delà du territoire ukrainien, elle comporte aussi, même sans conflit ouvert, de graves menaces pour nos économies et nos sociétés à travers les moyens considérables que la Russie de Vladimir Poutine consacre parallèlement à des ingérences massives dans nos débats démocratiques, à des manipulations visant à mettre en cause la paix civile, comme les épisodes des étoiles de David et des mains rouges l'ont montré, et aux menaces qu'elle fait peser sur nos infrastructures de base via des cyberattaques.

Dans un tel contexte, il serait impensable que le ou la prochain.e Président.e de la République Française fasse montre de la moindre faiblesse à l'égard de la Russie de Poutine et de la moindre réticence à soutenir le combat existentiel que mènent les Ukrainiens face à une armée qui a multiplié depuis quatre ans crimes de guerre, crimes contre l'humanité et violations du droit international. Pour que la Russie se décide enfin une bonne fois pour toutes à renoncer à agresser ses voisins, il faut que l'impérialisme russe soit défait en Ukraine.

## **Le Rassemblement national, cheval de Troie de Poutine en Europe**

Compte tenu de l'idéologie d'extrême droite que le dictateur russe développe, il n'est pas surprenant que le Rassemblement National soit de longue date une des forces politiques françaises les plus enclines à pactiser avec Vladimir Poutine. Au-delà du désastre que cela représenterait en politique intérieure, la collusion d'une France présidée par le RN et de la Russie de Poutine aurait des conséquences catastrophiques pour toute l'Europe démocratique. Ce n'est pas la moindre des raisons pour tout faire pour éviter une telle issue l'an prochain.

Plus étonnante est, à gauche, la complaisance dont font preuve de longue date Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise à l'égard de Vladimir Poutine, de ses guerres de conquête impérialistes et de sa croisade réactionnaire. Ils sont manifestement décidés à continuer dans cette voie au cours de la campagne présidentielle qui s'ouvre au vu des déclarations récentes de Jean-Luc Mélenchon condamnant les frappes en profondeur effectuées par l'Ukraine sur le territoire russe. Une telle attitude, difficilement compréhensible, s'inscrit dans une double filiation problématique.

## **La filiation problématique de la complaisance de LFI à l'égard de**

# Poutine

Elle s'inscrit tout d'abord dans la tradition pacifiste de la gauche française qui avait amené une partie significative de celle-ci à approuver les accords de Munich en 1938 avant de basculer ensuite dans la collaboration comme ce fut le cas par exemple de Paul Faure, le secrétaire général du Parti socialiste de l'époque, la SFIO. Si la volonté de préserver la paix doit bien évidemment toujours animer des dirigeants de gauche, on sait depuis lors que faire preuve de faiblesse face à des dictateurs impérialistes comme Adolf Hitler à l'époque ou Vladimir Poutine aujourd'hui, bien décidés à imposer leur domination par la force militaire, ne peut que les encourager à aller toujours plus loin.

La complaisance de Jean-Luc Mélenchon et de LFI à l'égard de Vladimir Poutine s'inscrit ensuite dans la continuité du campisme des années 1950 et 1960. Une partie significative de la gauche française avait choisi alors de s'aveugler sur la réalité de la dictature communiste en URSS et dans l'est de l'Europe occupée par l'Armée rouge au nom du combat contre l'impérialisme américain. Nombre de personnalités de gauche avait alors perdu leur honneur en défendant l'indéfendable. Une telle attitude était déjà condamnable à l'époque mais elle n'a strictement aucun sens aujourd'hui alors que Vladimir Poutine et Donald Trump sont d'accord pour diviser et écraser l'Europe démocratique afin d'y imposer leur idéologie réactionnaire, masculiniste et suprémaciste.

Compte tenu de la gravité de la menace que fait peser sur la France et l'Europe démocratiques l'étreinte conjointe de Donald Trump et de Vladimir Poutine, Il est impossible de considérer que la candidature de Jean-Luc Mélenchon pourrait être "utile" aujourd'hui à la gauche et au pays.

## Négociateur avec la Russie en position de force

S'opposer fermement et sans état d'âme à Vladimir Poutine ne signifie pas pour autant forcément se préparer à une guerre ouverte avec la Russie. Après 4 ans d'agression sans avoir réussi à conquérir l'Ukraine ni à y installer un gouvernement fantoche, avec plus d'un million de victimes russes, morts et blessés graves, une économie exsangue du fait notamment des sanctions et des bombardements ukrainiens et un pays en voie de devenir une colonie chinoise, la Russie de Vladimir Poutine est aujourd'hui très affaiblie. Le moment est probablement proche désormais où on pourra obliger ses dirigeants à s'asseoir à une table et à reconnaître leur échec. Négocier cette nouvelle phase sans pour autant baisser la garde sera probablement une des tâches majeures du nouveau ou de la nouvelle Président.e de la République.

## **2. Le conflit israélo-palestinien et les tensions au Moyen Orient**

Le conflit israélo-palestinien et plus globalement la situation au Moyen Orient structurent également à la fois le débat politique français et la position de la France et de l'Europe dans le monde.

### **Le conflit n'a pas commencé le 7 octobre ni ne s'est arrêté à ce moment-là**

Ils étaient déjà un sujet majeur dans le débat public français auparavant mais ils le sont devenus beaucoup plus encore depuis le massacre du 7 octobre 2023. Le caractère terroriste et de crime contre l'humanité de cette attaque barbare contre des

civils ne fait aucun doute. Et celui ou celle qui prétendrait le nier serait disqualifié pour devenir Président de la République.

Mais ce conflit n'a pas commencé ce jour-là ni ne s'est arrêté à ce moment-là. On a assisté en particulier depuis le 7 octobre 2023 à une multiplication de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations du droit international tant à Gaza qu'en Cisjordanie occupée de la part du gouvernement d'extrême-droite israélien. C'est ce qu'ont montré l'inculpation de Benyamin Netanyahu et de Yoav Gallant, son ancien ministre de la défense, par la Cour Pénale Internationale, les multiples déclarations génocidaires de ministres et responsables israéliens et les nombreuses enquêtes menées sur les enfants visés délibérément par les soldats de Tsahal ou encore les Palestiniens abattus en allant chercher de l'aide humanitaire à Gaza...

Le conflit au Moyen Orient a connu un regain majeur de tension au cours des dernières semaines avec la démonstration de force des armées israélienne et américaine contre l'Iran en dehors de toute légalité internationale. Mais l'incapacité à faire chuter le régime iranien a signé un échec géopolitique majeur pour Benyamin Netanyahu et Donald Trump. De nombreux observateurs qualifient cette guerre de « moment Suez » des États-Unis, en référence au fiasco de la guerre lancée en 1956 contre l'Égypte de Gamal Abdel Nasser par l'alliance d'Israël, du Royaume Uni et de la France suite à la nationalisation du canal de Suez. Cette expédition malheureuse avait sonné le glas des empires coloniaux britannique et français.

## **La paralysie de la diplomatie française et européenne au Moyen Orient**

Après cet échec américain, la paralysie de la diplomatie française et européenne au Moyen Orient ne peut plus durer. Si elles se sont – heureusement – tenues à l'écart de cette guerre,

la France et l'Europe n'ont pas été capables de peser sur les événements intervenus au Moyen Orient ni avant le 28 février, ni pendant la guerre, ni pour y mettre un terme, prolongeant ainsi une insignifiance diplomatique quasi-totale dans la région. Depuis le 7 octobre 2023, la France et l'Europe n'ont été en mesure en effet ni de protéger les civils gazaouis et les Palestiniens de Cisjordanie des exactions des autorités israéliennes, ni de protéger le Liban et les Libanais d'Israël et du Hezbollah, ni d'aider la population iranienne tant à faire face au régime que contre les bombes israélo-américaines.

Alors qu'il s'agit pourtant là d'une région très proche géographiquement des frontières de l'Union, comme l'attaque de la base britannique à Chypre l'a rappelé, d'une région majeure aussi pour nos approvisionnements en énergie fossile et cruciale pour les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Asie. De plus l'instabilité qui y règne pourrait créer une de ces vagues migratoires que les dirigeants européens redoutent tant, tandis que les conflits qui s'y déroulent ont une répercussion directe sur la paix civile au sein des sociétés européennes elles-mêmes. Donald Trump a bien raison de dire que les Européens ont en réalité beaucoup plus d'intérêts à défendre dans cette région que les États-Unis...

## **L'Europe a su jouer un rôle dans le passé au Moyen Orient**

L'Europe n'a pas toujours été incapable cependant de peser dans cette région du monde. L'Union Européenne avait joué un rôle important au cours des années 1990 dans la négociation des accords d'Oslo pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien. C'est dans ce contexte en particulier qu'avait été conclu en 1995 avec le gouvernement d'Yitzhak Rabin, juste avant son assassinat, un accord d'association avec l'Union Européenne très favorable à Israël qui était entré en vigueur en 2000. C'était en quelque sorte la carotte utilisée par l'Union

Européenne pour inciter Israël à faire la paix avec les Palestiniens.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Parlement Européen avait adopté en 2002 une résolution demandant la suspension de cet accord compte tenu de la politique hostile à la paix du gouvernement d'Ariel Sharon. Ce coup de semonce n'avait pas été sans effet puisqu'il avait été suivi quelques mois plus tard par le retrait israélien de Gaza. Mais, par la suite, l'Union a laissé faire la radicalisation de la politique israélienne sans plus jamais réagir de façon significative.

Malgré l'opposition d'Israël, la France et l'Union Européenne avaient aussi joué un rôle central dans la négociation puis dans la conclusion en 2015 du JCPOA, l'accord qui permettait de contrôler étroitement les activités nucléaires iraniennes en échange de la levée des sanctions occidentales. Un accord que Donald Trump 1 avait saboté en 2018. L'incapacité de l'Union à protéger par la suite les entreprises européennes des sanctions américaines a mis un terme à nos ambitions régionales. Et l'échec de la remise en place de ce deal sous la présidence de Joe Biden a préparé le terrain au désastre des dernières semaines.

## **L'Europe est marginalisée parce qu'elle n'a pas su tenir tête à Netanyahu**

La faiblesse actuelle de la France et de l'Union Européenne au Moyen Orient résulte en premier lieu de leur incapacité à adopter à l'égard du gouvernement israélien une position conforme aux valeurs qu'elles affirment défendre en matière de multilatéralisme, de défense des droits humains fondamentaux et de droit international.

Cela fait en réalité quasiment trente ans maintenant, depuis l'assassinat d'Itzhak Rabin et son remplacement par Benyamin

Netanyahou en 1996, que les gouvernements israéliens successifs se moquent de l'Union Européenne tout en profitant allègrement de sa pusillanimité. Ils encaissent les bénéfices considérables qu'Israël tire de l'accord d'association mis en place en 2000, le plus favorable de tous ceux que l'Union a conclus avec des pays tiers. Tout en ne tenant jamais aucun compte des positions que les dirigeants européens peuvent prendre, en détruisant systématiquement les projets financés par l'Union Européenne à Gaza et en Cisjordanie occupée, en refusant toute avancée vers une solution à deux États, en soutenant ouvertement le Hamas pour diviser les Palestiniens et en sabotant constamment l'action de l'Autorité Palestinienne, dont l'UE est le principal soutien...

La mansuétude des Européens à l'égard des multiples violations du droit international et des droits humains fondamentaux commis par les gouvernements israéliens successifs s'explique tout d'abord par la mauvaise conscience – compréhensible bien sûr – liée à l'antisémitisme européen et aux actes monstrueux commis en son nom, notamment pendant la seconde guerre mondiale. Cette motivation reste puissante en particulier en Allemagne, pays qui a constamment freiné les velléités de certains États européens de s'opposer à Benyamin Netanyahou.

Avec la montée en puissance de l'islam politique et du terrorisme islamiste depuis les 1990, est venu se greffer en plus l'idée, très présente dans toute la droite de l'échiquier politique, qu'Israël constituerait en quelque sorte la pointe avancée au Moyen Orient du combat qui opposerait une pseudo « civilisation judéo-chrétienne » à l'islam. A ce titre les Européens devraient soutenir systématiquement les actions du gouvernement israélien, quelles qu'elles soient.

## **Le double discours de l'Europe sur l'Ukraine et sur la Palestine l'a décrédibilisée**

Depuis 2022, la France et l'Europe ont mis en avant la défense du droit international et le respect des droits humains fondamentaux pour s'opposer à l'agression russe contre l'Ukraine tout en tolérant sans réagir, au-delà de communiqués lénifiants sans conséquences concrètes, les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité ainsi que les multiples violations du droit international commis par le gouvernement israélien depuis le 7 octobre 2023. Ce double langage a beaucoup contribué à discréditer l'Europe dans le monde et en particulier dans le monde musulman. Et cela d'autant plus que tous les dirigeants de la région savent bien que, si elle voulait les utiliser, la France et l'Europe disposeraient en réalité de moyens puissants pour peser sur la politique des dirigeants israéliens via l'accord d'association UE-Israël, la politique de visa, les livraisons d'armes ou encore des sanctions éventuelles.

Ce double langage a beaucoup affaibli le soutien que les pays du Sud auraient pu et dû apporter à l'Ukraine face à la Russie, comme on l'a constaté notamment au cours des différents votes aux Nations Unies sur ce dossier, et contribué à pousser nombre de nos partenaires, au Sahel notamment, dans les bras de Vladimir Poutine. Et au-delà, il empêche aussi la France et l'Europe de trouver des alliés au Sud pour défendre le droit international et le multilatéralisme.

## **La radicalisation israélienne ne laisse plus de choix à l'Europe**

La guerre contre l'Iran, l'invasion catastrophique du Liban et la radicalisation constante de la politique israélienne, avec notamment l'introduction récente de la peine de mort pour les Palestiniens et la multiplication des exactions des colons en Cisjordanie, ne permettent plus à la France et à l'Europe de continuer à tolérer sans réagir la politique du gouvernement de Benyamin Netanyahou.

Le sujet pour les candidat.e.s à l'élection présidentiel n'est plus aujourd'hui de condamner la politique de Benyamin Netanyahu. En dehors du RN et de la droite LR, la plupart le font déjà régulièrement. Mais si l'on n'est pas prêt à aller au-delà des paroles pour en tirer des conséquences concrètes, les dernières décennies ont montré que cela ne sert strictement à rien. Le sujet aujourd'hui est de se positionner vis-à-vis de la suspension immédiate de l'accord d'association entre l'UE et Israël, celle des exportations d'armes vers Israël et des importations en provenance des colonies illégales, de la prise de sanctions contre les dirigeants israéliens qui violent le droit international et commettent ou incitent à commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, du soutien à la Cour Pénale Internationale et les poursuites engagées contre Israël et le Hamas pour les crimes contre l'humanité commis le 7 octobre 2023 et depuis en protégeant la Cour et ses juges des sanctions illégales américaines... Bref d'agir au nom de la France et de l'Europe pour obliger les dirigeants israéliens, et la majorité de l'opinion qui les soutient pour l'instant, à renoncer à leur politique raciste et impérialiste.

C'est la condition sine qua non pour que la France et l'Europe puissent regagner un minimum de crédibilité internationale, non seulement dans le monde musulman mais aussi très au-delà. C'est aussi une condition sine qua non pour préserver la paix civile en France même. Un.e Président.e de la République qui ne serait pas prêt à traiter (enfin) Benyamin Netanyahu (ou son successeur s'il poursuit la même politique) comme on traite légitimement Vladimir Poutine mettrait en danger la place de la France et de l'Europe dans le monde tout en aggravant les tensions au sein de la société française.

## **Traiter Netanyahu comme Poutine**

Or force est de constater qu'on reste très loin du compte pour l'instant. Le RN et la droite approuvent logiquement la politique

belliciste, raciste et impérialiste du gouvernement d'extrême-droite israélien. Mais en dehors d'outsiders comme Dominique de Villepin, Marine Tondelier ou encore Fabien Roussel, les poids lourds potentiels du « bloc central » tout comme ceux de la gauche social-démocrate ne brillent pas pour l'instant par la clarté de leurs prises de position, au-delà des condamnations de principe de la politique de Benjamin Netanyahu. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que Jean-Luc Mélenchon continue de capitaliser sur ce dossier au sein des quartiers populaires comme dans une jeunesse indignée par la passivité et la complaisance des « partis de gouvernement » à l'égard de l'extrême droite israélienne.

### **3. La relation transatlantique avec les États-Unis de Donald Trump**

Au-delà de ces deux conflits ouverts, deux autres dossiers sont bien entendu déterminants pour l'avenir de la France et de l'Europe : notre attitude à l'égard des deux superpuissances du moment, les États-Unis et la Chine.

#### **Le désengagement américain se poursuivra**

L'administration Trump est hostile à l'Europe démocratique et soutient ouvertement les extrême-droites européennes. Cette hostilité ne fait cependant qu'accentuer un mouvement de désengagement américain et de prise de distance vis-à-vis de l'Europe qui préexistait depuis au moins la présidence de Barack Obama. Et il y a tout lieu de penser que ce mouvement tectonique de grande ampleur se poursuivra après Trump, même s'il prend des formes moins violentes, compte tenu à la

fois des dynamiques démographiques internes aux États-Unis et de l'importance croissante de leurs relations avec l'Asie. On assiste manifestement à la fin de l'« Occident » qui liait étroitement le sort de l'Europe et celui des États-Unis depuis le début du siècle dernier.

Dans ce contexte, l'avenir de la France et de l'Europe se jouera pour une part significative dans leur capacité à devenir suffisamment rapidement autonome en matière tant de défense et d'armement que de numérique et enfin d'énergie vis-à-vis d'une puissance américaine, au mieux, indifférente à leur égard et, au pire, durablement hostile.

La question est délicate cependant et les arbitrages doivent être finement appréciés dans chacun de ces domaines. La dépendance militaire à l'égard des États-Unis et des équipements américains reste très forte et une rupture trop rapide pourrait être dommageable, notamment dans le conflit ukrainien. La dépendance numérique de l'Europe à l'égard des États-Unis est totale pour l'instant et les alternatives quasi inexistantes. Enfin c'est le GNL américain qui a sauvé la mise de l'Europe après la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine en 2022 et, là aussi, les alternatives n'ont rien d'évident. Il n'en reste pas moins que la stratégie de profil bas suivie par les dirigeants français et européens depuis un an et demi pour ne pas fâcher Donald Trump n'a guère eu pour résultat que de l'encourager à pousser le chantage toujours plus loin. Il est plus que temps de hausser le ton et de durcir le jeu vis-à-vis de lui.

Par rapport à d'autres pays européens, la France présente l'avantage sur ce plan de disposer d'une tradition politique marquée par le gaullisme qui la prédispose mieux que d'autres à couper le cordon ombilical avec les États-Unis. La France pourrait (et devrait) en particulier jouer un rôle moteur pour donner un contenu concret à l'alliance des puissances moyennes proposée par le premier ministre canadien Mark Carney en resserrant les liens entre l'Europe et les autres pays

développés – Royaume-Uni, Canada, Japon, Corée, Australie – et en construisant des ponts avec l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud... pour défendre et rénover le multilatéralisme et le droit international contre les attaques de Donald Trump.

## **L'extrême-droite gênée par Donald Trump**

Il n'en reste pas moins que, face à cet impératif d'autonomisation vis-à-vis des États-Unis et à son urgence, les positions divergent sensiblement parmi les forces politiques françaises. L'extrême-droite, qui se prétend souverainiste, partage en réalité largement l'agenda trumpiste. Elle n'est pas seulement le cheval de Troie de Vladimir Poutine en Europe mais aussi celui de Donald Trump même si elle veille à ne pas trop s'afficher avec lui compte tenu de l'image très négative qu'il a acquise désormais en France et en Europe. C'est largement le cas également de la droite traditionnelle des Républicains qui, depuis Nicolas Sarkozy, a jeté par-dessus bord son héritage gaulliste et fait sien le discours réactionnaire et xénophobe de la droite américaine MAGA. On ne peut compter ni sur les uns ni sur les autres pour tenir tête à Donald Trump.

Le « bloc central » a longtemps été fasciné par le modèle anglo-saxon et reste souvent réticent lui aussi à envisager un affrontement ferme et prolongé avec les États-Unis. Emmanuel Macron a pu être tenté de reprendre, en paroles du moins, le flambeau gaulliste ces derniers mois mais cela reste largement à vérifier pour ses héritiers potentiels, Gabriel Attal et Edouard Philippe. Quant aux socialistes, longtemps très atlantistes eux aussi, des dirigeants comme François Hollande ou Bernard Cazeneuve abordent encore le sujet de manière souvent très (trop) prudente. Raphaël Glucksmann se distingue cependant sur ce plan par un discours plus offensif vis-à-vis de Donald Trump et des géants de la tech américaine. Pour sa part la France Insoumise, emportée par son anti-américanisme, pousse au contraire à une rupture trop rapide. Notamment dans le

domaine militaire où la sortie immédiate de l'OTAN qu'elle prône ne pourrait que nuire à l'Ukraine. Compte tenu de sa complaisance à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine cette attitude n'est cependant guère surprenante.

Le ou la prochain.e Président.e de la République devra donc être capable de faire avancer d'un bon pas l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe vis-à-vis des États-Unis sans se laisser impressionner par les foucades de Donald Trump ou les menaces des oligarques de la Tech, sans pour autant nous affaiblir face à la Russie de Vladimir Poutine ou à la Chine de Xi Jinping en rompant trop rapidement avec eux.

## **4. La Chine de Xi Jinping**

La Chine a connu depuis la fin des années 1970 un développement économique et technologique majeur tout en demeurant une terrible dictature communiste. Elle est devenue aujourd'hui une superpuissance concurrente des États-Unis pour le leadership mondial. Les relations que la France et l'Europe établiront avec elle seront bien entendu déterminantes pour leur avenir. Mais ce dossier n'autorise pas le noir et blanc.

La Chine de Xi Jinping pose à la France et à l'Europe des problèmes de différentes natures. Tout d'abord son système politique est exécrable et en tout point contraire aux valeurs démocratiques qui fondent – en tout cas jusqu'ici – l'identité de la France et de l'Union Européenne. Le caractère dictatorial du régime chinois se traduit notamment par une répression féroce contre toutes les formes de dissidences politiques, intellectuelles, syndicales ainsi que contre les peuples colonisés notamment dans le Xinjiang et au Tibet. Il s'accompagne d'un système totalitaire de surveillance de masse d'une efficacité redoutable.

Sans être une menace militaire directe pour la France et l'Europe, son soutien à la Russie de Vladimir Poutine est massif

et joue un rôle décisif pour permettre à ce dernier de poursuivre sa guerre d'agression contre l'Ukraine et l'Europe. Les activités d'espionnage et d'ingérence de la Chine constituent également des menaces très sérieuses même si elles ne sont pas aussi massives que celles de la Russie de Poutine. Les menaces militaires qui pèsent sur Taiwan et toute la mer de Chine du Sud pourraient aussi affecter durement l'Europe notamment dans le domaine des semi-conducteurs.

## **La Chine, une menace formidable pour l'industrie européenne**

Enfin, dossier probablement le plus important aujourd'hui, la Chine représente une menace formidable pour l'avenir de l'industrie européenne. Le développement économique chinois a été bâti sur des décennies de surinvestissement, soutenu à bout de bras par l'Etat-parti chinois. Elles ont abouti à de formidables surcapacités dans tous les domaines industriels dotés avec de plus une sérieuse avance technologique. Les productions issues de ces surcapacités ne peuvent plus guère se déverser désormais que sur l'Europe après les mesures protectionnistes prises par Donald Trump et cela risque d'anéantir ce qui restait encore de l'industrie européenne, notamment en Allemagne.

Cette combinaison de facteurs conduit aujourd'hui à l'adoption d'un ton très dur vis-à-vis de la Chine dans le cadre de la campagne présidentielle par la plupart des candidat.e.s à l'exception notable de Jean-Luc Mélenchon. La France Insoumise, très indulgente vis-à-vis des régimes autoritaires, ne considère pas en effet la Chine comme une dictature comme l'avait conclu la députée LFI Sophia Chikirou dans un rapport parlementaire.

La situation de la France et de l'Europe appelle toutefois à des positions nuancées sur ce dossier. Confrontés tout d'abord à la Russie de Poutine d'une part et aux États-Unis de Donald Trump

d'autre part et à la menace existentielle que leur action combinée fait peser sur nos démocraties, force est de constater que la Chine ne constitue pas un danger aussi immédiat pour nous sur le plan géopolitique même si son soutien à Moscou est très problématique.

## **La Chine reste un pilier du multilatéralisme**

La Chine a également plutôt contribué jusqu'ici à préserver le multilatéralisme et le droit international tout en agissant pour éteindre les incendies allumés par Donald Trump un peu partout dans le monde même si elle le fait évidemment dans l'optique de prendre le leadership au sein du système multilatéral. Elle reste aussi un acteur incontournable pour sauver la lutte globale contre le changement climatique et l'accord de Paris malgré la trahison américaine.

Mais même sur le plan des échanges commerciaux, domaine dans lequel il faut bien sûr hausser le ton pour rééquilibrer rapidement les flux, il n'est pas forcément de l'intérêt des Européens de chercher à bloquer les importations chinoises. Si l'on veut en effet accélérer la décarbonation des économies européennes et l'électrification des usages, comme c'est indispensable à la fois sur le plan du climat et de l'autonomie stratégique de l'Europe, on aura besoin dans l'immédiat d'importer beaucoup de biens d'équipements et de véhicules électriques chinois pour pouvoir le faire à l'échelle indispensable, dans des délais courts et à un coût limité. Dans ces domaines le sujet pour les Européens est plutôt celui d'investissements chinois en Europe et de transferts de technologie.

Bref, au-delà des déclarations martiales de campagne, le ou la futur.e Président.e de la République devra donc se garder de s'aligner sur la politique de confrontation frontale avec la Chine prônée par Donald Trump et trouver un équilibre subtil entre

confrontation et coopération dans les rapports avec cette superpuissance incontournable sur la scène mondiale.

## **5. L'Europe et le Sud**

D'autres dossiers, liés aux relations avec les pays du « Sud Global » détermineront également la place de la France et de l'Europe dans le monde et leur capacité à peser dans le contexte géopolitique nouveau même s'ils ne sont pas forcément perçus comme tels dans le débat public français.

Le premier d'entre eux est celui de l'immigration. Il est souvent considéré principalement comme un sujet de politique intérieure mais en réalité son impact sur les relations de la France et de l'Europe avec le reste du monde est considérable.

### **La politique de « forteresse Europe » renforce l'isolement de l'UE**

La politique de « forteresse Europe » qui prévaut depuis de longues années maintenant a beaucoup contribué en effet à l'isolement croissant de la France et de l'Europe sur la scène internationale. Elle a contribué à pousser nos partenaires traditionnels de l'autre rive de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne, où se joue une part significative de l'avenir du monde, dans les bras de Vladimir Poutine et de Xi Jinping. Entraînant en particulier le désastre stratégique majeur qu'a été la politique française et européenne au Sahel au cours des dernières années.

Il ne s'agit pas simplement de l'attitude inhumaine des autorités françaises et européennes à l'égard des demandeurs d'asile qui tentent désespérément d'arriver en Europe, une attitude qui va être encore aggravée par le règlement Retour qui vient d'être adopté par la droite et l'extrême droite à l'échelle européenne.

Cela concerne aussi les innombrables mesures vexatoires prises pour décourager toute forme d'immigration légale, maltraiter en France les immigrés légaux qui y résident, empêcher leurs proches de rendre visite quelques jours à leurs familles en France et en Europe, dissuader les jeunes de venir y étudier, empêcher les intellectuels, les romanciers, les musiciens de se produire ou de faire des conférences en France et en Europe...

Quand on habite de l'autre côté de la Méditerranée et qu'on constate les politiques de facto racistes et xénophobes mises en place par la France et par l'Europe à l'égard de la population de son pays comment ne pas devenir foncièrement hostile à l'égard d'un pays et d'un continent qui, de plus, avaient dans le passé exploité et détruit les sociétés du Maghreb et de l'Afrique avec l'esclavage et la colonisation ?

## **L'extrême-droite a gagné la bataille culturelle**

Or, sur ces sujets, force est de constater que l'extrême droite a largement gagné la bataille culturelle. La droite classique espère survivre en faisant de la surenchère sur l'extrême droite sur le thème de l'immigration. Le « bloc central » a rendu les armes et cessé de combattre l'extrême droite sur ce terrain en adoptant lui aussi des éléments clefs de son programme comme par exemple sur les étudiants étrangers ou la politique européenne de l'asile. Et même la gauche de gouvernement n'ose plus vraiment affronter l'extrême droite sur ce terrain. Elle se contente le plus souvent de chercher à adoucir à la marge la politique hyperrestrictive menée actuellement.

La politique d'« immigration choisie », réponse généralement apportée par celles et ceux qui refusent le blocage pur et simple revendiqué par la droite et l'extrême-droite, n'est, elle aussi, guère de nature à améliorer les relations de la France et de l'Europe avec ses partenaires du Sud. Comment ne pas considérer en effet comme une forme de néocolonialisme

insupportable cette volonté de priver les pays du Sud de leurs médecins, de leurs infirmières ou encore de leurs informaticiens pour combler nos manques tout en refusant tous les autres candidats à l'entrée en France et en Europe ?

On ne pourra pas renforcer la position de la France et l'Europe dans le monde et trouver des alliés dans les pays du Sud pour desserrer l'étau que Vladimir Poutine et Donald Trump referment sur nous sans remettre en cause cette politique de « forteresse Europe ». Les temps ne semblent pas mûrs cependant pour qu'un.e candidat.e de poids porte ouvertement ce sujet en 2027...

Il en va de même sur le terrain de l'aide au développement et du soutien à la transition verte dans les pays du Sud. Au moment où les Etats Unis de Donald Trump ont choisi de couper les vivres à l'aide américaine au développement et de saboter ouvertement la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale, la France et l'Europe auraient eu une opportunité de resserrer leurs liens avec les pays du Sud et d'améliorer leur position géopolitique en comblant ce vide et en accentuant leur effort financier dans ces domaines.

Mais elles ont choisi au contraire de suivre le mouvement en restreignant également leur propre politique d'aide au développement et leur soutien à la transition verte dans les pays du Sud. Pourtant, on ne pourra pas sauver en particulier l'accord de Paris et la lutte nécessairement globale contre le changement climatique, si la France et l'Europe, qui ont une responsabilité historique majeure dans ce phénomène, ne mettent pas davantage la main à la poche pour aider les pays du Sud à se développer en se passant des énergies fossiles et à s'adapter au changement climatique.

Ces questions, pourtant centrales elles aussi pour l'avenir de la France et de l'Europe, ont cependant toutes les chances d'être totalement absentes du débat présidentiel pour 2027. Il faut dire que dans le contexte actuel des finances publiques

françaises, il semble malheureusement difficile d'espérer gagner des voix en expliquant qu'il serait indispensable, pour l'avenir du pays lui-même, de dépenser davantage d'argent pour aider d'autres pays...

## **Le recroquevillement de la France et de l'Europe sur elles-mêmes**

Le recroquevillement de la France et de l'Europe sur elles-mêmes dans ces domaines nous isolent de plus en plus du reste du monde. Cet isolement croissant, que nous créons par notre propre action, constitue à terme une menace sans doute plus grave pour notre avenir que celles, plus immédiates, que représentent les agressions de Vladimir Poutine et de Donald Trump.

## **6. L'Union Européenne et son avenir**

La politique européenne de la France relève désormais autant de la politique intérieure que des « affaires étrangères ». Elle n'en reste pas moins un des principaux points de clivage dans le débat public hexagonal.

Non plus parce que certaines forces politiques voudraient voir la France quitter l'Union Européenne ou l'Euro. Toutes celles qui comptent un tant soit peu ont désormais renoncé à ce genre de projets, y compris La France Insoumise et le Rassemblement National. Les Français.es de toutes obédiences ont bien compris qu'une France isolée, réduite à ses seules forces, ne pourrait pas peser sur les affaires du monde et serait un simple pion dans les rivalités entre superpuissances comme le montre l'exemple du Royaume-Uni depuis le Brexit.

# **Le risque que l'extrême-droite prenne le contrôle de l'Europe**

A cela s'ajoute du côté du Rassemblement National la conviction de pouvoir désormais prendre le contrôle de l'Union Européenne de l'intérieur. Et c'est en effet un des principaux dangers que court l'Europe avec l'élection de 2027. A vrai dire, ce risque s'est déjà concrétisé depuis 2024 avec l'alliance qu'ont noué ces derniers mois le Parti Populaire Européen, la droite classique européenne, et les trois groupes d'extrême droite au sein du Parlement Européen pour démanteler de concert les régulations sociales et environnementales mises en place ces dernières années, remettre en cause le Green Deal et durcir la politique de « forteresse Europe » en matière d'immigration.

Si la France basculait à l'extrême droite l'an prochain, cette dynamique serait cependant terriblement accélérée. Et le projet européen tel qu'il avait été construit après la seconde guerre mondiale sur les ruines laissées par les fascismes européens deviendrait rapidement méconnaissable.

Si personne ne veut plus quitter l'Union Européenne, peu nombreux sont cependant celles et ceux qui sont réellement prêts à la renforcer et à lui donner les moyens de peser face à Trump, Poutine ou Xi Jinping. Au contraire, le Rassemblement National, Les Républicains ou encore La France Insoumise voudraient en particulier que les décisions prises au niveau national puissent désormais l'emporter sur les règles européennes dans de nombreux domaines. Sans quitter formellement l'UE, cela reviendrait en pratique à remettre en cause toute intégration européenne effective.

## **Pas vraiment de projet français pour l'Europe**

Les dysfonctionnements de la construction européenne telle qu'elle s'est développée autour d'une Europe-marché depuis l'acte unique de 1986 sont majeurs. Ils expliquent pour une part essentielle la montée en puissance de l'extrême-droite en France et ailleurs en Europe. Pourtant la droite française et le "bloc central" sont d'accord avec l'extrême-droite pour démanteler les régulations sociales et environnementales qui avaient enfin commencé à être mises en place à l'échelle européenne ces dernières années, notamment dans le cadre du Green Deal. Ils soutiennent la politique de dérégulation très agressive menée par la Commission d'Ursula von der Leyen dans ce domaine.

Quant au sujet de la refonte des institutions et des règles de fonctionnement européennes, incontournable pour espérer doter l'Europe d'une politique extérieure et de défense digne de ce nom ou pour combattre enfin le dumping fiscal et social qui mine sa cohésion, il ne sera selon toute vraisemblance pas vraiment abordé au cours de la campagne présidentielle 2027.

Aucune force politique n'entend réellement faire du renforcement des moyens financiers le nerf de la guerre, dont dispose l'Union, un thème majeur de campagne pour 2027. Alors que c'est une condition sine qua non pour pouvoir mener à bien les investissements communs massifs indispensables en matière de défense, de numérique ou encore de transition énergétique. Il faut reconnaître cependant que l'Etat très dégradé des finances publiques françaises après dix ans de présidence d'Emmanuel Macron ne place pas notre pays en position de force pour impulser ce type de réforme en Europe.

Bref les sujets de politique étrangère joueront probablement un rôle plus important que d'habitude dans l'élection présidentielle de 2027. Mais il n'est pas sûr pour autant que plusieurs des questions les plus déterminantes dans ce domaine pour l'avenir de la France et de l'Europe soient abordées comme il le conviendrait dans cette campagne.